

Délocalisation activités, absence d'investissements

La direction sort du bois, Organisons la riposte !

Le flou se dissipe enfin concernant les intentions de la direction. Avec l'annonce de sa volonté de délocaliser l'ensemble des activités Thermiques et Hybrides en 2025 et l'absence de nouvelle activité à Lardy, c'est l'avenir du site qui est menacé.

Nous refusons de voir nos emplois (salariés Renault et sous-traitants) sacrifiés sur l'autel des profits, de voir nos vies personnelles bouleversées par d'éventuelles mutations vers d'autres sites, de voir nos compétences et métiers subir la politique de démantèlement de l'ingénierie au travers des externalisations. Car, du travail pour réduire l'impact de l'automobile sur l'environnement, il y en a, que ce soit sur les moteurs thermiques, hybrides ou électriques.

Nous sommes face à une double urgence sociale et écologique : il est temps d'organiser la riposte pour revendiquer le maintien de tous les emplois (Renault et sous-traitants) et de réelles reconversions pour les salariés dont le métier évolue. Participons aux prochaines réunions sur les 20 min de pause, préparons une mobilisation d'ampleur !

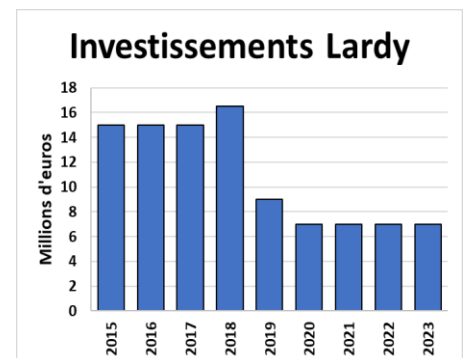
Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup...

Des mois de flou. Des mois de silence face à nos interpellations. Des mois de suppressions de postes de sous-traitants ou de mobilités vers le Technocentre en catimini. Des mois de « *ne vous inquiétez pas pour l'avenir, continuez à travailler sur le HR12 et la BCB, c'est vital pour Renault* ». Des mois où l'on voit les projets d'innovation être externalisés. Mais maintenant, les choses sont sur la table : la direction veut délocaliser l'ensemble des activités Thermiques et Hybrides pour 2025. Et elle applique déjà son projet sans même avoir informé et consulté les syndicats, au mépris de la loi : des activités vont être délocalisées dès 2022 (Vie Série), des salariés des RTx sont déjà arrivés pour préparer le transfert d'autres activités.

Nous dénonçons ces choix qui sont financiers, pas techniques. Des moteurs hybrides, il y en aura encore dans le groupe Renault en 2030 en Europe : même si la direction atteignait son objectif du tout-électrique dans la gamme Renault, il y aura des centaines de milliers de moteurs hybrides dans la gamme Dacia.

Une transformation ? Non, un démantèlement !

Mais au-delà de cette délocalisation, ce qui est alarmant, c'est l'absence TOTALE de nouvelle activité, de nouveau projet, de nouveau sujet porteur décidé aujourd'hui pour le site de Lardy. Ce sont des réponses extrêmement concrètes qu'il faudra arracher en 2022 de la part de la direction. Et cela ne pourra passer que par une augmentation significative des investissements Métier sur le site : il n'est clairement pas possible de se satisfaire d'investissements divisés par 2 à Lardy par rapport à 2018. Alors que 150 moyens d'essais (bancs Moteur, à rouleaux, d'organes, GMP, etc.) sont directement menacés par la délocalisation des activités Thermiques et Hybrides (voir plan au verso), il faudrait un budget d'investissements massif, au moins au niveau de celui des années 2015-18, pour construire de nouveaux moyens d'essais Electrique ou Véhicule. Si rien ne change dans les mois à venir, il apparaîtra clairement que ce n'est pas une « transformation » du site que la direction prépare mais tout simplement son « démantèlement ». Quelques exemples marquants :



1- **L'hydrogène** : la solution pour Pile A Combustible est développée par la co-entreprise avec Plug Power avec quelques activités à Villiers-Saint-Frédéric. La solution envisagée en moteur à Combustion Interne fait l'objet d'un projet financé en partie par le fond CORAM (plan de relance de l'Etat). Mais, si elle débouchait chez Renault, le directeur de la Mécanique Ph. Brunet a annoncé qu'elle serait développée en Espagne ! Pour ces deux solutions, rien n'est prévu à Lardy, même pas une étude pour évaluer le stockage et l'adaptation de bancs Moteur actuels à ce carburant. Questionnée par les élus CGT au CSE de la semaine dernière, la direction l'a confirmé sans frémir.

2- Les batteries : la direction parie sur la start-up Verkor pour la chimie des batteries. Mais elle sait déjà que le **laboratoire de chimie** actuellement au Technocentre n'est pas assez grand. Questionnée par les élus CGT en CSE la semaine dernière, la direction a précisé qu'elle envisage deux solutions : agrandir celui du TCR ou en construire un nouveau à Lardy. Le choix doit être fait dans les mois à venir pour une mise en fonctionnement en 2024 : c'est bien la preuve que c'est dans les mois à venir que se joue l'avenir du site ! Et il y a bien d'autres moyens d'essais qui pourraient être implantés à Lardy au sujet des batteries : il suffit de voir que **certains essais sont externalisés à grands frais**, comme les tests d'immersion et des essais endurance et vibratoire « batterie » en enceinte climatique.

3- Les moteurs électriques : la direction s'appuie sur la start-up Whylot qui développe un moteur électrique à flux axial. Ironie de l'histoire ? La première version de Locobox (qui allait donner « E-tech ») était prévue et défendue par les équipes de terrain il y a 10 ans avec un moteur électrique à flux axial. Mais la direction n'a pas donné suite, sous prétexte que c'était trop innovant... 10 ans après, **Renault joue des millions d'euros au casino des « start-up » pour rattraper le retard** ! Voilà où mènent les logiques financières. Résultat, le pôle « bancs Moteur Electrique » date d'il y a 10 ans à Lardy et il n'y a qu'**1 seul banc moteur supplémentaire prévu dans les années à venir (à comparer aux 150 moyens d'essais menacés...)** !



Une situation inacceptable d'un point de vue social comme environnemental

Du travail pour réduire l'impact de l'automobile sur l'environnement, il y en a ! Car la **solution 100% électrique n'est pas la solution miracle** : les besoins en **lithium** vont exploser si tous les constructeurs atteignent les objectifs de production qu'ils se sont fixés ; la production d'**électricité** (déjà bien problématique cet hiver en France) va poser des questions techniques comme écologiques ; le **recyclage** de millions de batteries automobiles n'a été sérieusement évalué par personne.

Il faudrait donc travailler sur des solutions innovantes sur les **batteries**, sur l'**électronique de puissance** qui gère la charge et la décharge et sur les **moteurs électriques**. Mais pour cela, il faut que les milliards d'euros d'investissements promis par Renault (et appuyés par les milliards de subventions de l'Etat sur le sujet) aient une réalité pour la Recherche & Développement. Or, le budget global de la R&D est diminué de 30%, les investissements à Lardy sont divisés par 2 par rapport à 2018. **Scandaleux** !

Les mois à venir seront décisifs : il faut que les **salariés s'invitent dans le débat** et imposent leurs revendications. Une motion commune des 4 syndicats du site (CGT, CFTD, CFE-CGC et SUD) a été lue en séance de CSE de janvier pour alerter la direction et exiger un CSE extraordinaire avec information/consultation.

Mais il n'y a que la mobilisation massive des salariés qui peut changer la donne. Non au démantèlement de Lardy ! Au lieu de nous faire partir, Renault doit nous reconvertir !

Pour nous organiser : RDV sur les 20 min de pause

DEA-MI, MW, MK :
Réfectoire L37 (entre L26 et L58)
Jeudi 03/02 à 10h

Par TEAMS (salariés en télétravail)
Vendredi 04/02 à 10h
Lien Teams : [Cliquez ici pour participer à la réunion](#)

DEA-TV :
Machines à café du L38/L45 (RDC)
Lundi 07/02 à 10h

Salarié Renault ou sous-traitant, quel que soit votre bâtiment, n'hésitez pas à y participer